

SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION

DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE ÎLE-DE-FRANCE

2^e trimestre 2025

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

2^e trimestre 2025

- En Île-de-France, au 2^e trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi diminue de 2,5 % en catégories A, B, C (-0,2 % hors nouveaux publics)
- Le taux de chômage augmente de 0,2 point au 1^{er} trimestre 2025, à 7,2 % de la population active
- L'emploi salarié est stable au 1^{er} trimestre 2025
- Le nombre de procédures de PSE et RCC diminue entre le 1^{er} trimestre 2025 et le 2^e trimestre 2025

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail depuis janvier 2025.

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec France Travail et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La mise en place de nouvelles procédures de production, en lien avec le service en ligne "profil de compétence" de France Travail, a conduit à une surreprésentation des cadres parmi les demandeurs d'emploi. Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont donc plus présentées. En revanche, la qualité des données sur la demande d'emploi par métier et sur les métiers en tension permet d'en reprendre la diffusion.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- Une publication trimestrielle conjointe avec France Travail, la Dares et la Drieets est également disponible chaque fin de mois suivant la fin d'un trimestre (janvier, mai, juillet, octobre) sur le [site de la Drieets](#)
- Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025.
- Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les **règles d'actualisation** et **l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions** (consulter le [chiffage national](#)) :
 - Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur les effectifs d'inscrits à France Travail en catégorie A, et en contrepartie un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C
 - En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Ces sanctions prennent désormais la forme d'une suspension-remobilisation en amont d'une éventuelle radiation des listes de France Travail, ce qui entraîne une baisse des radiations des listes de France Travail en juin 2025.

La prochaine publication sera disponible en novembre 2025 et portera sur le troisième trimestre 2025. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques : idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail

Page 7 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 8 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 10 : Les demandeurs d'emploi de longue durée
et ceux ayant des droits au RSA

Page 11 : Les demandeurs d'emploi selon le métier
recherché

Page 12 : Les entrées et les sorties de France Travail

Page 13 : Le taux de chômage

Tensions sur le marché du travail

Page 14 : Les offres d'emploi collectées* par France Travail

Page 15 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Page 16 : Les tensions selon les métiers

Emploi

Page 17 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 18 : L'emploi salarié

Page 19 : L'emploi salarié par secteur

Page 20 : Les mouvements de main d'œuvre

Page 21 : L'activité intérimaire

Accompagnement des mutations économiques

Page 22 : Les demandes d'activité partielle

Page 23 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE)
et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)

Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à France Travail et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 1 036 190 en moyenne au *deuxième trimestre 2025*. Parmi eux, 647 600 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi diminue de 2,5 % sur le trimestre et augmente de 6,7 % sur un an (hors nouveaux publics, ces évolutions sont respectivement de -3,1 % et de +9,9 %). Toutes les catégories d'âge voient leur demande d'emploi diminuer, mais cette baisse est bien plus forte pour les moins de 25 ans.

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée augmente de 1,7 % au *deuxième trimestre 2025* et de 6,6 % sur l'année.

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à la baisse sont ceux liés aux services aux particuliers et aux collectivités ceux de l'informatique et des télécommunications, suivis des métiers des bâtiments, travaux publics et de ceux de l'hôtellerie, restauration, alimentation. À l'inverse, la demande d'emploi augmente légèrement dans les métiers de l'informatique et des télécommunications.

Le taux de chômage au sens du BIT augmente au *premier trimestre 2025*, s'établissant à 7,2 % de la population active, contre 7,3 % en France métropolitaine.

Tensions sur le marché du travail

Le nombre d'offres d'emploi collectées par France Travail diminue au *deuxième trimestre 2025* (-6,5 % après -6,7 % au trimestre précédent).

Le marché du travail francilien enregistre 28 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au *deuxième trimestre 2025*. C'est moins qu'au trimestre précédent (33) et qu'au *deuxième trimestre 2024* (44).

Emploi

Au *premier trimestre 2025*, le nombre de déclarations préalables à l'embauche s'élève à plus de 2 millions en Île-de-France, soit 1,2 % de moins qu'au *premier trimestre 2024*.

Au *premier trimestre 2025*, l'emploi salarié est stable.

Au *premier trimestre 2025*, avec près de 12 000 salariés de moins, le nombre d'emplois dans le secteur privé diminue de 0,4 % par rapport au *premier trimestre 2024*.

Le nombre d'intérimaires diminue de 0,4 % au *premier trimestre 2025*.

Accompagnement des mutations économiques

Au *deuxième trimestre 2025*, 176 autorisations d'activité partielle ont été demandées par près de 174 établissements.

Au *deuxième trimestre 2025*, 67 plans de sauvegarde de l'emploi et 19 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. Près de 4 700 emplois sont ainsi menacés dans les établissements de la région, nombre en augmentation par rapport au trimestre précédent (4 200).

Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail au 2^e trimestre 2025

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens au 2^e trimestre 2025 diminue de 5,7 % en catégorie A et de 2,5 % en catégories A, B, C (respectivement -3,1 % et -0,2 % hors nouveaux publics*).

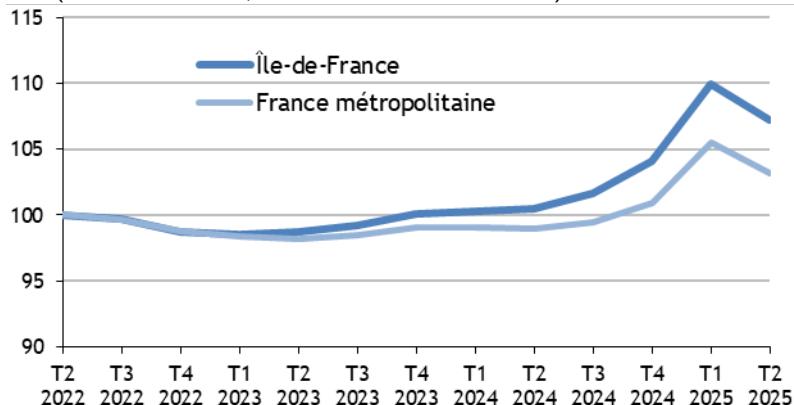
Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) augmente (+3,4 % après -1,4 % au trimestre précédent). En France métropolitaine, la demande d'emploi dans ces catégories augmente de 3,0 %.

Le nombre d'inscrits à France Travail non tenus de rechercher un emploi diminue de 1,7 % pour les inscrits sans emploi (catégorie D) et de 3,0 % pour les inscrits en emploi (catégorie E).

Au sein des deux catégories créées en janvier 2025, 13 490 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F, donnée brute) et 172 570 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G, donnée brute).

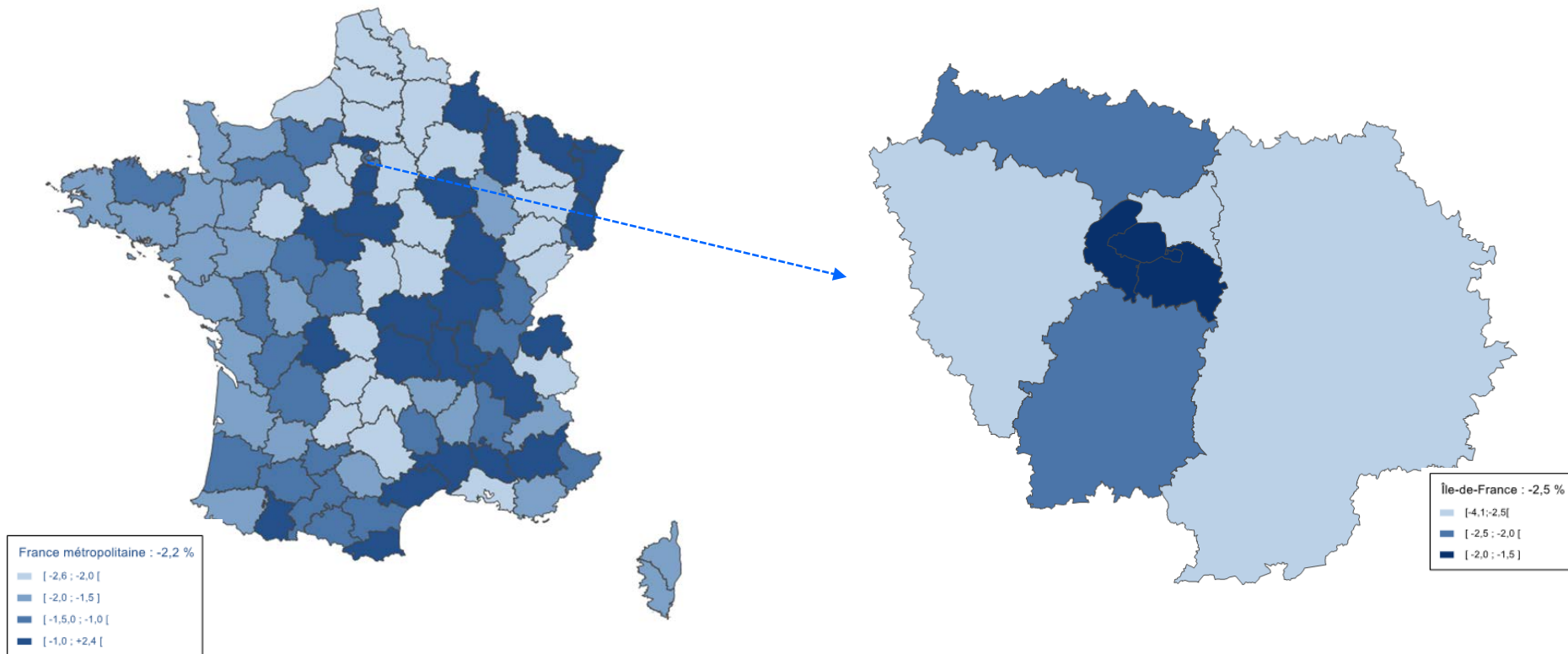
Données CVS-CJO 2e trimestre 2025	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	116 160	-4,3	8,4	199 580	-1,5	5,6
Seine-et-Marne	69 370	-6,3	9,9	112 920	-2,8	7,5
Yvelines	66 140	-6,0	8,3	106 200	-2,8	6,2
Essonne	60 080	-6,1	12,2	96 220	-2,3	8,5
Hauts-de-Seine	78 520	-3,9	10,6	123 140	-1,7	7,5
Seine-St-Denis	115 320	-8,0	7,1	177 260	-4,1	5,6
Val-de-Marne	73 470	-4,7	9,7	114 380	-2,0	7,3
Val-d'Oise	68 540	-5,5	9,7	106 500	-2,3	7,3
Île-de-France	647 600	-5,7	9,2	1 036 190	-2,5	6,7
France métro.	2 998 730	-5,9	6,8	5 328 430	-2,2	4,2

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C
(données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trimestre 2022)



*Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par département entre le 1^{er} trimestre 2025 et le 2^e trimestre 2025 (en %, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

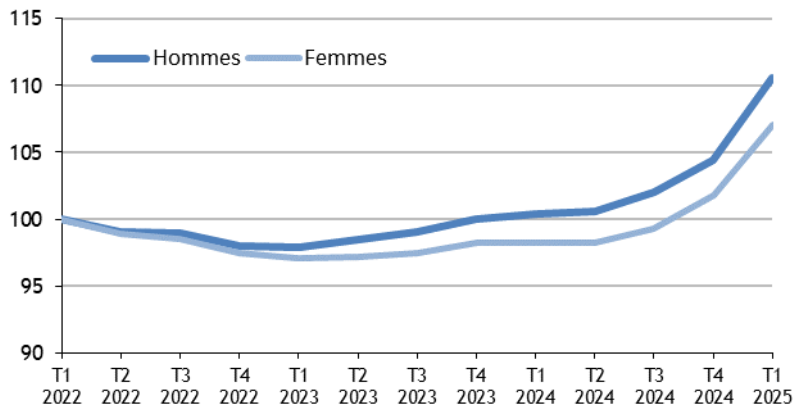
Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 2^e trimestre 2025 (catégories A, B, C)

Sur le deuxième trimestre 2025, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C diminue de 2,8 % pour les hommes et de 2,2 % pour les femmes.

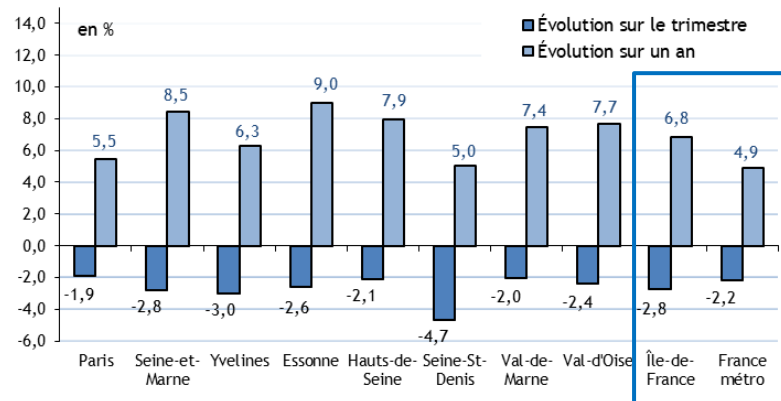
Sur un an, la demande d'emploi des femmes augmente de 6,6 % tandis qu'elle n'augmente que de 3,5 % en France métropolitaine; celle des hommes augmente de 6,8 % (1,9 points de plus qu'en France métropolitaine).

Pour les femmes comme pour les hommes, c'est en Seine-Saint-Denis que les diminutions trimestrielles sont les plus importantes.

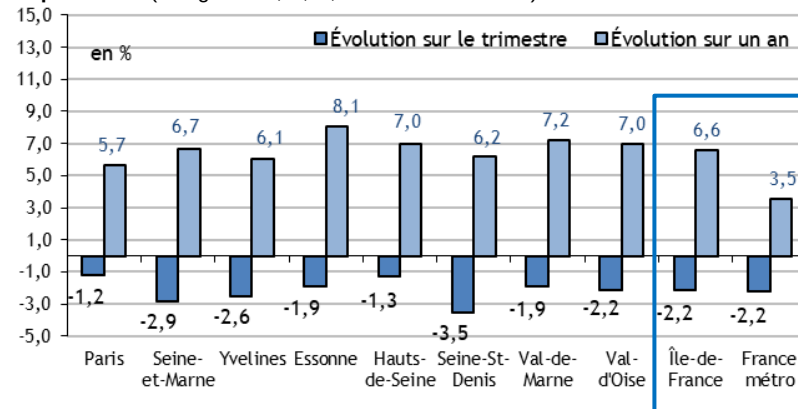
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 1^{er} trim 2022)



Évolution du nombre d'hommes inscrits à France Travail par département
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de femmes inscrites à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

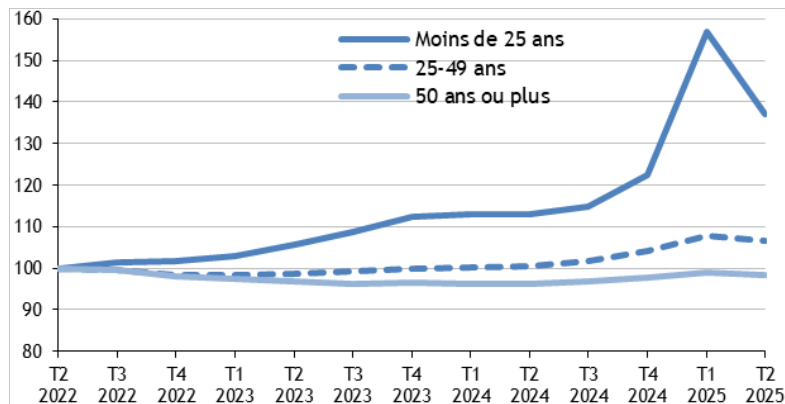
Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 2^e trimestre 2025 (catégories A, B, C)

Sur le trimestre, en catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi diminue de 12,7 % pour les moins de 25 ans, de 1,0 % pour les 25-49 ans et de 0,7 % pour les 50 ans et plus.

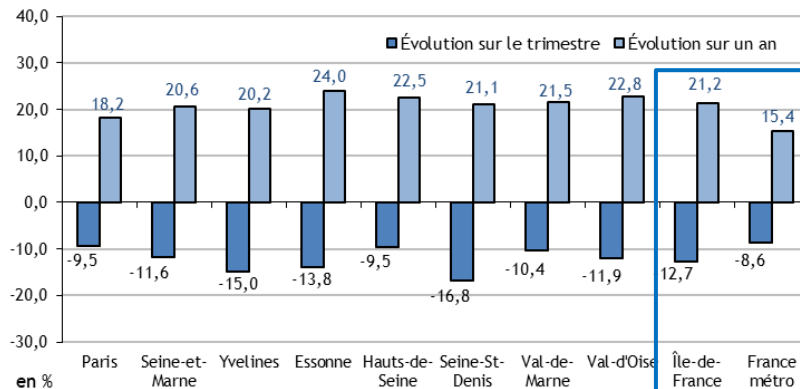
Au deuxième trimestre 2025, les moins de 25 ans représentent 12 % des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C (-1,4 point par rapport au trimestre précédent et +1,5 point par rapport au deuxième trimestre 2024).

A l'inverse, la part des demandeurs âgés de 50 ans et plus (26 %) augmente de 0,5 point par rapport au trimestre précédent mais diminue de 1,2 point en un an.

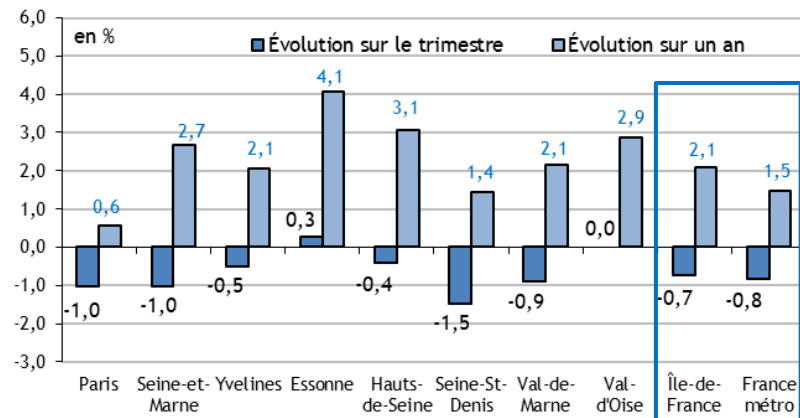
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trim 2022)



Évolution du nombre de jeunes inscrits à France Travail par département
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de seniors inscrits à France Travail par département
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

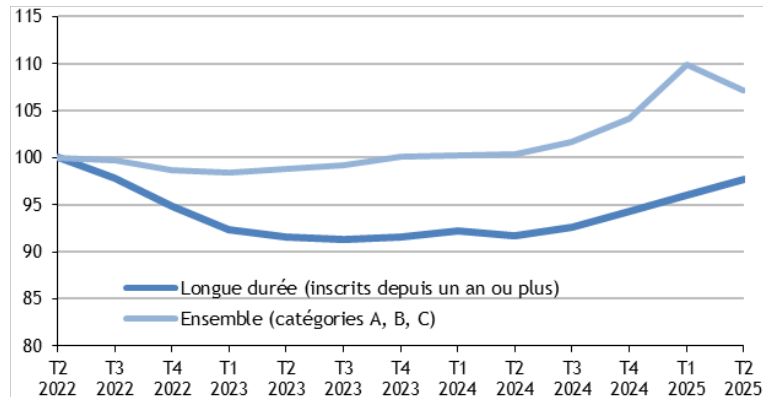
Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 2^e trimestre 2025

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C inscrits depuis un an ou plus augmente au deuxième trimestre 2025 dans les mêmes proportions qu'au trimestre précédent (+1,7 %), tandis que le nombre d'inscrits depuis moins d'un an diminue de 5,4 %. Les demandeurs de longue durée voient ainsi leur part dans l'ensemble des demandeurs franciliens (42,7 %) augmenter de 1,8 point par rapport au trimestre précédent.

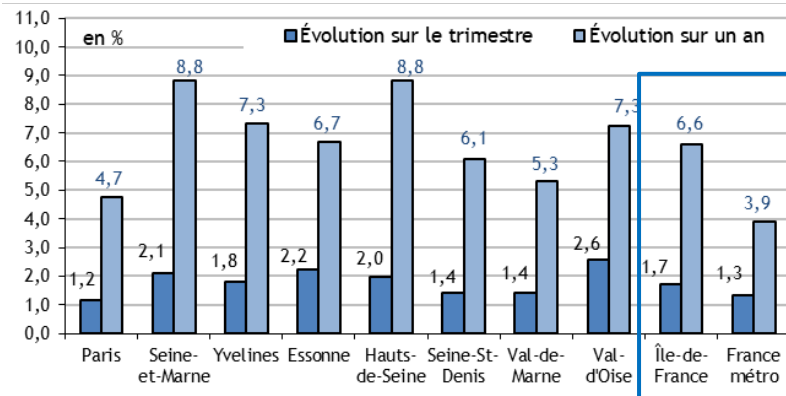
Au deuxième trimestre 2025, 12,5 % des demandeurs d'emploi ont des droits payables au RSA en Île-de-France, soit 0,3 point de moins qu'il y a un an. Sur cette même période, leur nombre augmente de 4,2 % en Ile-de-France, contre 1,1 % en France métropolitaine.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée

(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trim 2022)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits payables au RSA

(catégories A, B, C, en %)

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
2e trim. 2025	11,0	13,6	11,9	11,0	11,7	16,2	11,8	11,7	12,5	13,1
2e trim. 2024	11,4	13,1	12,4	10,8	12,4	16,3	12,9	11,6	12,8	13,4

Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché* au 2^e trimestre 2025 (catégories A, B, C)

Au deuxième trimestre 2025, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C diminue dans la plupart des domaines professionnels.

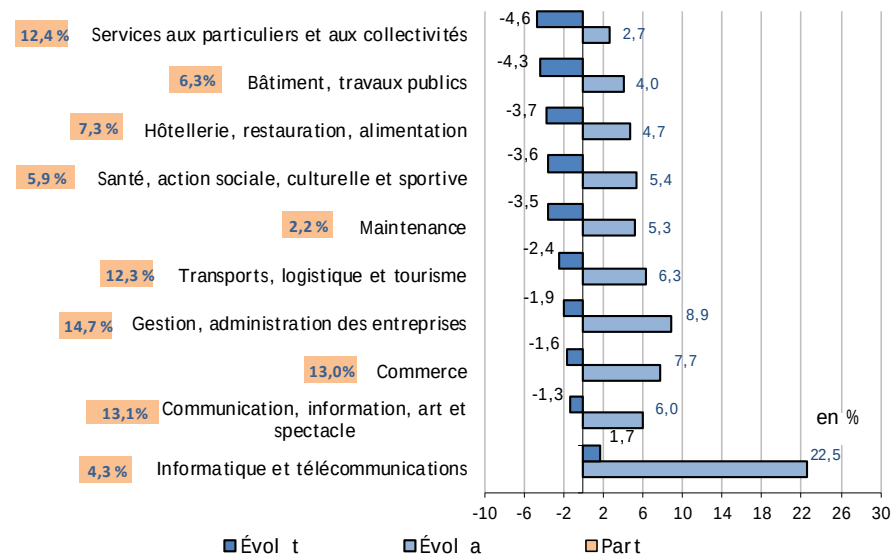
Sur le trimestre, les métiers des services aux particuliers et aux collectivités enregistrent la plus forte diminution de la demande d'emploi (-4,6 %), suivis des métiers des bâtiments, travaux publics (-4,3 %) et de ceux de l'hôtellerie, restauration, alimentation (-3,7 %). Ces trois familles de métiers contribuent pour près de moitié à la baisse totale compte tenu de leur poids dans l'ensemble de la demande.

A l'inverse, les métiers de la communication, information, art et spectacle et ceux de la santé, action sociale, culturelle et sportive enregistrent la plus faible diminution de la demande d'emploi (de -1,3 %) tandis que la demande d'emploi augmente dans ceux de l'informatique et des télécommunications (+1,7 %)

Sur un an, les contributions les plus fortes à l'augmentation de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C (+65 090) sont celles des métiers de la gestion, administration des entreprises (+12 390), du commerce (+9 620) et de l'informatique et télécommunications (+8 150).

* Les séries de demandeurs d'emploi par métier recherché ont été affectées par un incident de production. Les données sont donc à interpréter avec précaution et sont susceptibles d'être révisées.

Demandeurs d'emploi par principaux domaines professionnels (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Lecture : au 2^e trimestre 2025, en Île-de-France, les demandeurs recherchant un emploi dans l'hôtellerie, restauration, alimentation représentent 7,3 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Leur nombre diminue de 3,7 % sur le trimestre et augmente de 4,7 % sur l'année.

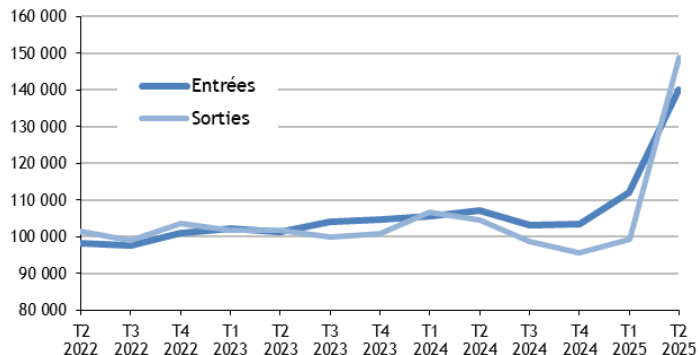
Avertissement: La répartition sectorielle de la demande d'emploi et son évolution doivent être interprétées avec la plus grande précaution du fait d'un accroissement significatif du nombre de modalités « non renseignée ». Le nombre d'informations manquantes est réparti dans les différents secteurs proportionnellement au poids de ces derniers dans l'ensemble.

Les entrées et les sorties de France Travail au 2^e trimestre 2025

Entre le premier trimestre 2025 et le deuxième trimestre 2025, la diminution du nombre d'inscrits en catégories A, B, C provient d'une forte plus forte augmentation des sorties* (+49,7 % après +8,5 %) que des entrées* (+24,9 % après +4,0 %).

Sur un an, comme sur le trimestre, la hausse du nombre d'entrées** (+30,7 %) s'explique en grande partie par l'augmentation des autres motifs (+451,0 %) qui incluent, depuis janvier 2025, les motifs d'entrée automatique des publics « loi pour le plein emploi ». Ce motif représente à lui seul un tiers du total des entrées sur le trimestre. Parallèlement, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation (+92,3 %), qui représentent deux tiers du total des sorties sur le trimestre, contribuent à expliquer la forte hausse du nombre de sorties** (+42,3 %) du fait d'une nouvelle évolution des règles d'actualisations et de l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions.

Nombre moyen des entrées et des sorties des catégories A, B et C de France Travail (Île-de-France, données CVS-CJO)**

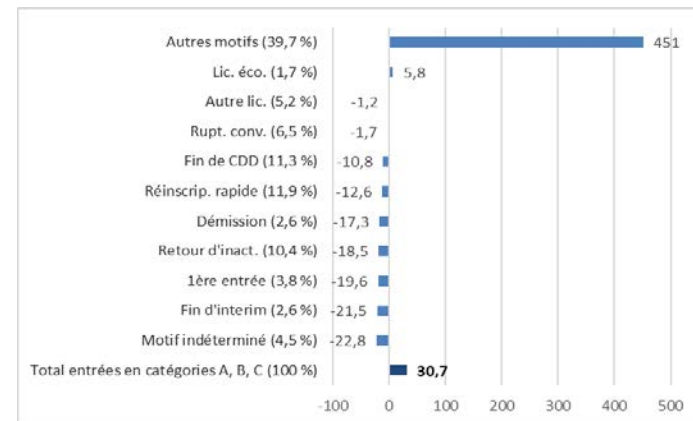


* L'ampleur des variations des motifs d'entrée et de sortie est traditionnellement importante, en particulier pour les motifs représentant une petite part de l'ensemble. C'est par exemple le cas pour les radiations administratives, qui diminuent de 25,8 % mais ne représentent que 4,8 % des motifs d'entrée.

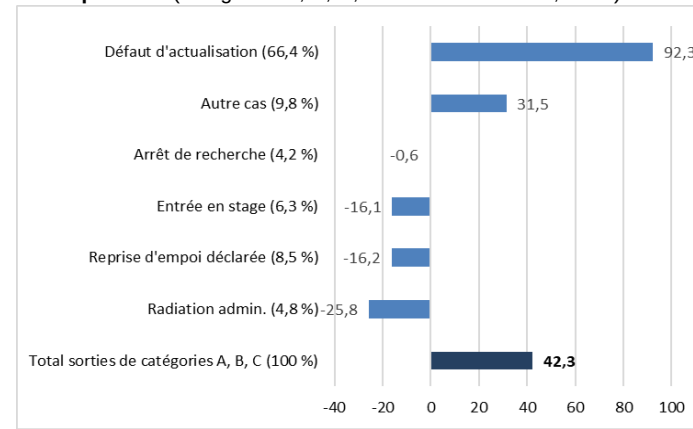
**Entrées = demandeurs d'emploi entrés au cours du mois

Sorties = demandeurs d'emploi sortis au cours du mois (qui étaient inscrits à la fin du mois précédent)

Variation sur un an des entrées à France Travail par principaux motifs et leur répartition (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)



Variation sur un an des sorties de France Travail par principaux motifs et leur répartition (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)

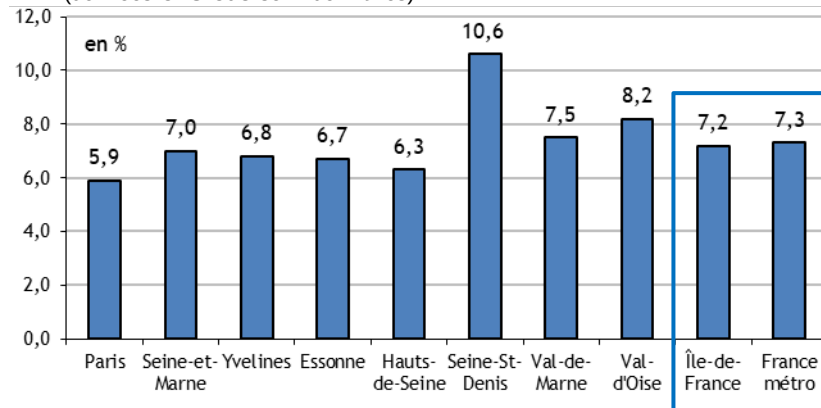


Le taux de chômage au 1^{er} trimestre 2025

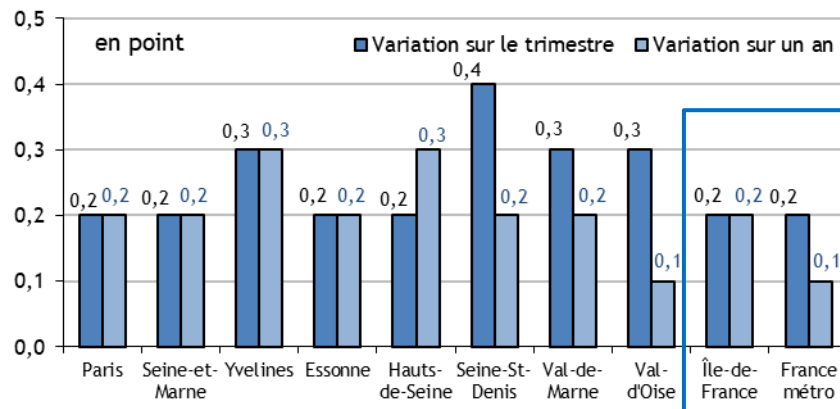
Au premier trimestre 2025, en Île-de-France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) augmente de 0,2 point, à 7,2 % de la population active. En France métropolitaine, le taux de chômage augmente également (+0,2 point, soit 7,3 % de la population active).

Sur le trimestre, le taux de chômage augmente de façon quasi homogène dans tous les départements franciliens (entre +0,2 point et +0,3 point) sauf en Seine-Saint-Denis où il augmente de 0,4 point. Sur un an, les évolutions sont légèrement plus importantes dans les Yvelines et les Hauts-de-Seine tandis que le taux de chômage est quasi stable dans le Val-d'Oise. Les taux les plus élevés se trouvent en Seine-Saint-Denis (10,6 %), dans le Val-d'Oise (8,2 %) et le Val-de-Marne (7,5 %). Les plus faibles sont observés à Paris (5,9 %) et dans les Hauts-de-Seine (6,3 %).

Taux de chômage localisé au 1^{er} trimestre 2025
(données CVS-CJO semi-définitives)



Variation du taux de chômage localisé entre le 1^{er} trimestre 2024 et le 1^{er} trimestre 2025 (données CVS-CJO semi-définitives)



Tensions sur le marché du travail

Les offres d'emploi collectées* par France Travail au 2^e trimestre 2025

France Travail n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de France Travail, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion des offres d'emploi.

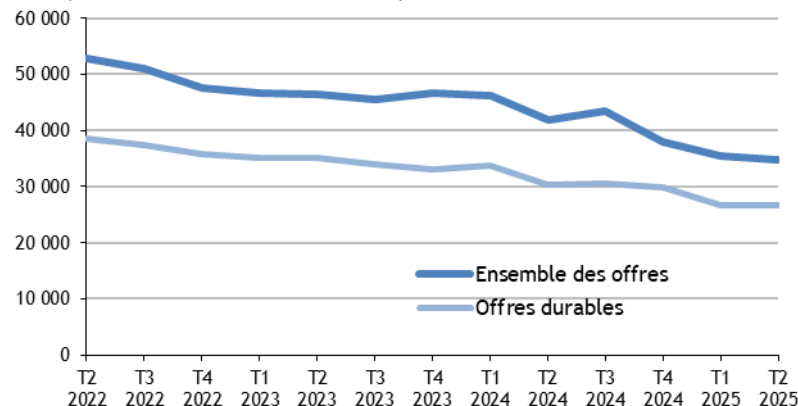
Au deuxième trimestre 2025, 34 780 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par France Travail en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 26 570 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Le nombre d'offres d'emploi diminue moins qu'au trimestre précédent (-2,0 % après -6,7 %). Parmi ces offres, celles qui sont durables diminuent bien plus lentement qu'au premier trimestre dans l'ensemble de l'Île-de-France (-0,3 % après -10,4 %).

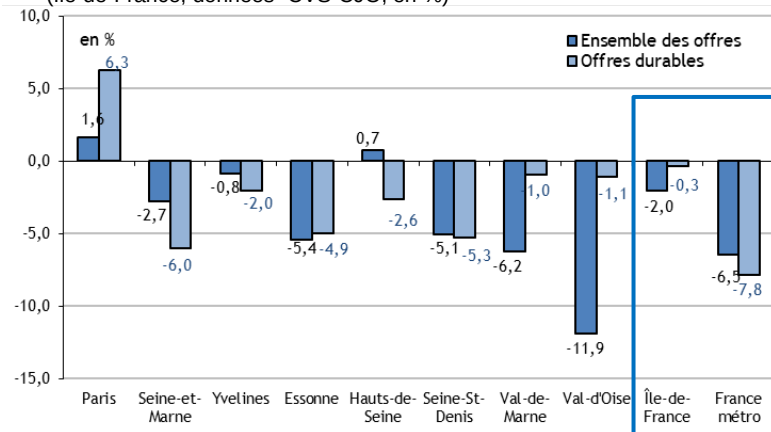
Au sein de la région, les départements enregistrant les plus fortes diminutions du nombre d'offres d'emploi sur le trimestre sont dans le Val-d'Oise (-11,9 %). En revanche, le nombre d'offres augmente à Paris (+1,6 %) et dans les Hauts-de-Seine (+0,7 %).

* Ensemble des offres directement déposées à France Travail. Le nombre d'offres d'emploi collectées publié ici ne correspond donc pas à l'ensemble des offres accessibles par les demandeurs d'emploi sur le site France Travail.fr.

Nombre d'offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Évolution sur le trimestre des offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO, en %)



Les tensions sur le marché du travail francilien au 2^e trimestre 2025

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,28 point en moyenne au deuxième trimestre 2025, soit 28 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

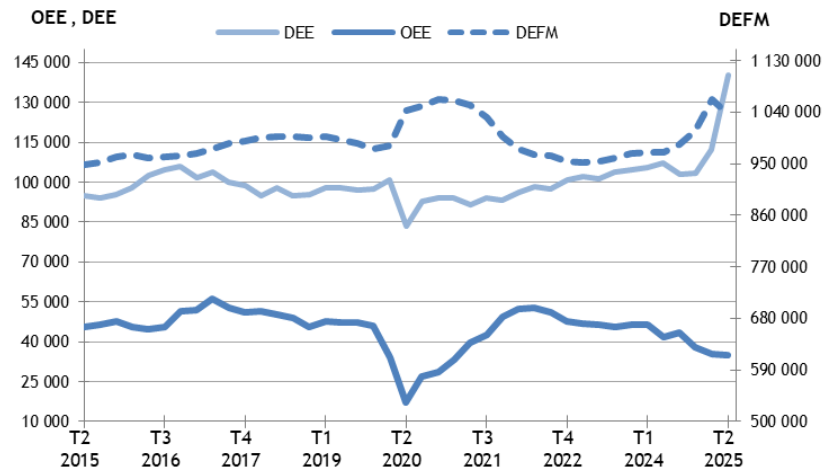
Ce ratio « offres sur demandes » diminue par rapport au trimestre précédent (0,33) et par rapport au T2 2024 (0,44). La nette diminution du nombre d'offres collectées (-6,6 %) couplée à la forte augmentation du nombre de demandes enregistrées par France Travail (+30,7 %) expliquent la diminution de ce ratio.

Le taux d'écoulement* augmente de 3,4 points sur le trimestre : 56,0 % des chômeurs inscrits sont sortis des fichiers de France Travail au deuxième trimestre 2025. Ce taux est proche de son niveau du deuxième trimestre 2024 (56,4 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 75,1 %. Il augmente de 3,1 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (60,2 %) est moins élevé qu'au trimestre précédent (61,5 %) et qu'au deuxième trimestre 2024 (60,7 %).

Les tensions sur le marché du travail
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : demandes d'emploi ;
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

**Le taux d'écoulement des demandes mesure l'importance des sorties des listes de demandeurs d'emploi. Une valeur élevée de ce taux indique qu'une forte proportion des demandeurs d'emploi présents un an avant ou de ceux entrés dans l'année est sortie des listes dans les douze mois.*

Tensions sur le marché du travail

Les tensions selon les métiers au 2^e trimestre 2025

Indicateurs de tension au 2 ^e trimestre 2025 en Île-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Taux de tension au T2 2024 (1)	Taux de tension au T2 2025	Taux d'offres d'emploi de plus de 6 mois au T2 2025(2)	Taux d'écoulement des DE sur un an au T2 2025 (3)	Nbr. moyen de DEFM en cat. ABC au T2 2025	Évol. de la DEFM en catégorie ABC sur un an (%)	Évol. des offres d'emploi sur un an (%)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au T2 2025 (4)
Cadres du bâtiment et des travaux publics	0,95	0,69	95,7	49,6	8 865	21,7	-5,0	48,3
Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance	1,93	1,21	78,9	55,3	10 645	10,0	-21,0	58,9
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	1,66	0,93	85,8	48,4	5 869	26,0	-12,1	51,6
Conducteurs de véhicules	0,33	0,31	73,2	51,4	48 442	7,1	-0,8	71,1
Cadres des services admin., comptables, financiers	0,41	0,24	83,6	48,3	45 437	21,7	-16,4	57,2
Ingénieurs de l'informatique	0,63	0,23	95,5	47,2	27 890	29,9	-43,2	47,1
Personnels d'études et de recherche	0,62	0,34	92,3	52,9	7 885	27,5	-15,2	45,4
Cadres de la banque et des assurances	0,19	0,09	83,9	46,7	4 198	19,6	-33,6	57,0
Vendeurs	0,39	0,23	73,3	58,0	36 520	5,1	-25,0	64,3
Employés, agents de maîtrise hôtellerie-restauration	0,55	0,35	73,5	57,2	22 623	6,9	-25,4	64,4
Agents de sécurité et de gardiennage	1,03	0,46	79,0	54,7	18 863	6,4	-55,0	82,3
Agents d'entretien	0,29	0,22	61,3	53,8	33 429	-1,4	-24,6	71,7
Professionnels des arts et des spectacles	0,23	0,12	24,9	34,9	97 902	4,5	-36,5	89,3
Aides-soignants	0,54	0,47	87,2	59,5	13 784	4,8	15,8	62,2
Ensemble des familles professionnelles	0,44	0,28	75,1	56,0	1 019 304	-0,6	-17,7	60,2

(1) Rapport entre le flux d'offres d'emploi enregistrées à France Travail durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à France Travail durant la même période. Lecture : il y a 0,69 offre d'emploi enregistrée pour une demande au 2^e trimestre 2025, contre 0,95 au 2^e trimestre 2024 pour les cadres du bâtiment et des travaux publics.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à France Travail, selon la famille professionnelle.

(3) Lecture : 58 % des demandeurs d'emploi cherchant un métier de vendeur inscrits 12 mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à France Travail au 2^e trimestre 2025.

(4) Rapport entre les offres d'emploi satisfaites enregistrées à France Travail et le volume total des offres d'emploi traitées et sorties du fichier de France Travail.

Au deuxième trimestre 2025, les tensions diminuent. Elles demeurent néanmoins élevées pour les techniciens et agents de maîtrise de la maintenance et les cadres de l'industrie (respectivement 1,21 et 0,93 offres pour 1 demande). Respectivement 78,9 % et 85,8 % des offres d'emploi dans ces métiers sont durables, contre 75,1 % dans l'ensemble des métiers. Sur le trimestre et sur un an, les taux de tension connaissant les plus fortes diminutions sont néanmoins ces deux métiers ainsi que les métiers d'agents de sécurité et de gardiennage (0,46 offres pour 1 demande ce trimestre, soit -0,57 point sur l'année). Pour ces derniers, il s'agit un retour à la normale après avoir connu un accroissement exceptionnel en lien avec l'organisation des JOP 2024.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 1^{er} trimestre 2025

Plus de 2 005 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats confondus (hors contrats intérimaires) ont été conclues au premier trimestre 2025 en Île-de-France, dont 438 000 en « contrats durables » (contrats à durée déterminée de plus de six mois et contrats à durée indéterminée).

Au premier trimestre 2025, le nombre de DPAE tous contrats confondus est en baisse en Île-de-France par rapport au même trimestre 2024 (-1,2 %). Il diminue encore plus fortement pour les seuls contrats durables (-4,7 %). Depuis le deuxième trimestre 2022, le nombre d'intentions d'embauches a retrouvé le niveau qui était le sien en 2019, avant le déclenchement de la crise sanitaire.

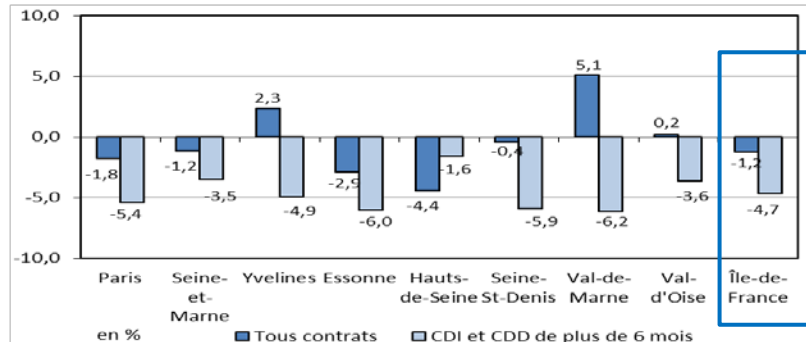
Au sein de la région, seuls le Val-d'Oise, les Yvelines et le Val-de-Marne présentent une hausse sur la période (respectivement de 0,2%, 2,3 % et 5,1 % pour l'ensemble des contrats). À l'inverse, dans les Hauts-de-Seine, le nombre d'intentions d'embauches recule de 4,4 % sur la période (tous contrats confondus).

Les DPAE en contrats durables baissent dans tous les secteurs d'activité : -7,0 % dans le commerce, -5,4 % dans l'industrie, -4,4 % dans les services et -3,4 % dans la construction.

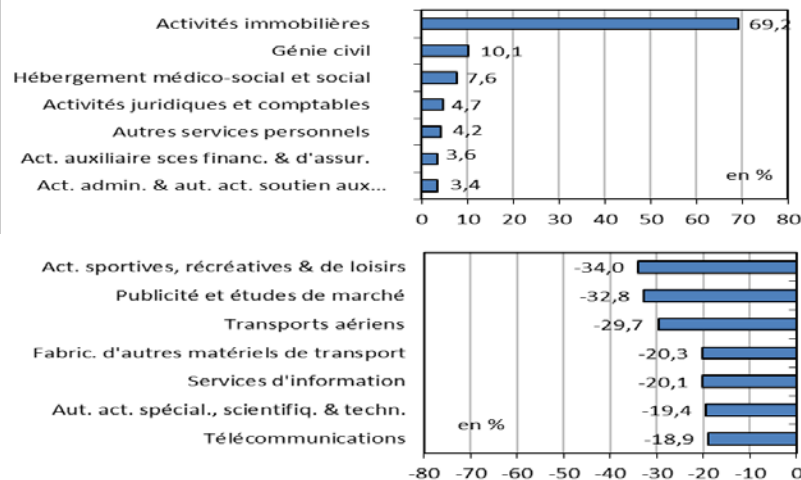
Une répartition plus fine des DPAE par secteur d'activité laisse apparaître les secteurs qui enregistrent les plus fortes progressions de contrats durables (activités immobilières, génie civil et hébergement médico-social et social) et ceux qui connaissent les plus fortes diminutions (activités sportives, récréatives et de loisirs, publicité et études de marché, transports aériens)*.

* Seuls les secteurs d'activité qui comptent plus de 1 000 embauches en contrats durables par trimestre sont pris en compte pour ces évolutions.

Évolution annuelle des DPAE par département (T1 2025 / T1 2024)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs 7 plus fortes hausses / 7 plus fortes baisses (T1 2025 / T1 2024)



L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2025

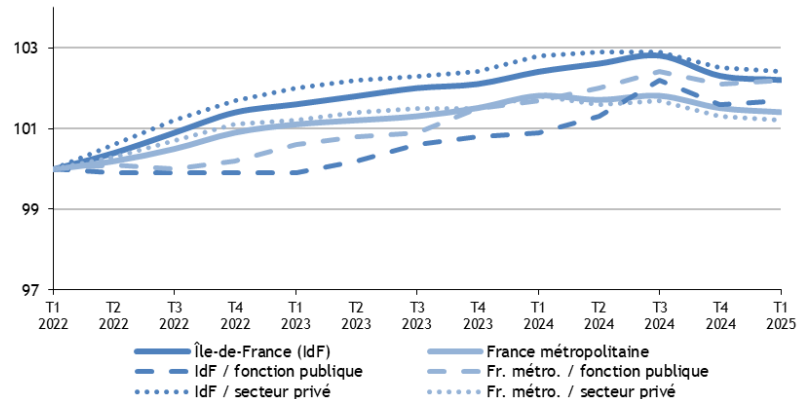
Au premier trimestre 2025, en Île-de-France, l'emploi salarié est stable avec 2 880 salariés en moins (après une baisse de -0,5 % au trimestre précédent). Le secteur privé perd 4 490 salariés quand le secteur public en gagne 1 610.

En France métropolitaine, les évolutions sont quasi similaires sur le trimestre (-0,1 %) mais la diminution de l'emploi salarié est plus importante sur un an qu'en Île-de-France (-0,4 % contre -0,2 %).

À l'échelle départementale, l'Essonne et les Hauts-de-Seine enregistrent les plus fortes diminutions de l'emploi salarié (-0,2% dans ces deux départements) tandis que la Seine-Saint-Denis voit son nombre d'emplois augmenter de 0,3 % sur le trimestre.

De façon générale, l'emploi salarié est très légèrement plus dynamique en Île-de-France que dans les autres régions métropolitaines ce trimestre.

Évolution de l'emploi salarié (données CVS, indice 100 au 4^e trimestre 2021)



Emploi salarié par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T1 2025	T1 2025 / T4 2024		T1 2025 / T1 2025	
		Variation	%	Variation	%
Paris	1 977 240	-1 730	-0,1	-10 610	-0,5
Seine-et-Marne	512 060	-340	-0,1	1 770	0,3
Yvelines	532 380	-390	-0,1	-2 090	-0,4
Essonne	496 660	-970	-0,2	-1 500	-0,3
Hauts-de-Seine	1 164 460	-2 870	-0,2	-5 350	-0,5
Seine-Saint-Denis	675 060	2 240	0,3	3 830	0,6
Val-de-Marne	551 610	720	0,1	390	0,1
Val-d'Oise	421 560	450	0,1	1 670	0,4
Île-de-France	6 331 020	-2 880	0,0	-11 900	-0,2
France métro.	26 408 320	-20 590	-0,1	-93 250	-0,4

L'emploi salarié par secteur au 1^{er} trimestre 2025

Au premier trimestre 2025, les évolutions de l'emploi par secteurs en Île-de-France sont contrastées. L'emploi francilien est stable (-2 880 salariés). Deux secteurs connaissent une hausse de l'emploi salarié : l'intérim (+2 040 salariés) et le tertiaire non marchand (+2 780 salariés). Le secteur de l'industrie est quasi stable (+430 salariés) tandis que dans les secteurs des services marchands hors intérim (-4 790 salariés), du commerce (-1 190 salariés) et de la construction (-2 100 salariés), le nombre d'emplois diminue.

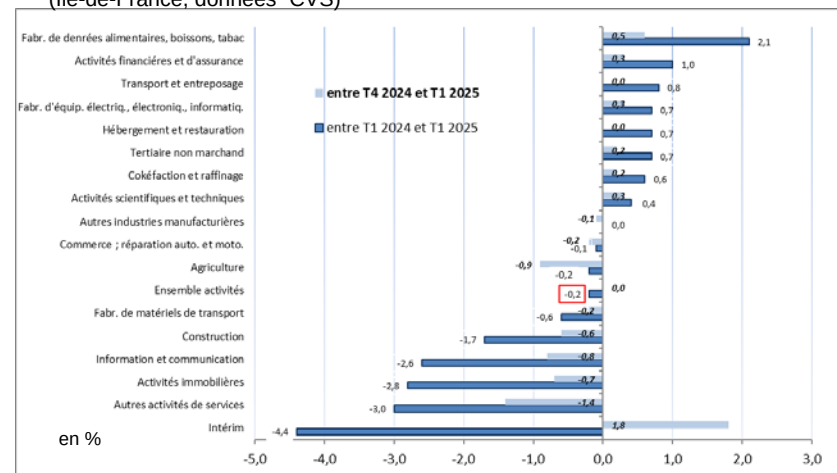
Sur le plus long terme, l'emploi salarié diminue de 0,4 % dans le secteur privé ; ce sont les secteurs de l'intérim et de la construction qui enregistrent les plus fortes baisses (respectivement -4,4 % et -1,7 %. À l'inverse, le secteur de l'industrie maintient sa croissance (+0,4 % sur l'année) tout comme le secteur tertiaire non marchand (+0,7 % sur l'année).

Au sein des services marchands hors intérim, l'augmentation des emplois dans les *Activités scientifiques et techniques* (-3 700 salariés) ne permet pas de compenser les fortes baisses des sous-secteurs de *Information et communication* (-3 810 salariés) et de *Autres activités de service* (-5 150 salariés).

L'industrie maintient une certaine stabilité grâce aux sous-secteurs de *Fabrication de denrées alimentaires* (+370 salariés) et de *Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques* (+165 salariés).

Emploi salarié par secteur d'activité (IdF, données CVS)	Nombre d'emplois au T1 2025	T1 2025 / T4 2024		T1 2025 / T1 2024	
		Variation	%	Variation	%
Agriculture	5 560	-50	-0,9	-10	-0,2
Industrie	439 520	430	0,1	1 860	0,4
Construction	336 800	-2 100	-0,6	-5 940	-1,7
Commerce	737 000	-1 190	-0,2	-620	-0,1
Services marchands hors intérim	3 100 700	-4 790	-0,2	-12 920	-0,4
Tertiaire non marchand	1 595 490	2 780	0,2	11 070	0,7
Intérim	115 950	2 040	1,8	-5 340	-4,4
Secteur privé	5 138 390	-4 490	-0,1	-21 710	-0,4
Fonction Publique	1 192 620	1 610	0,1	9 810	0,8
Ensemble des secteurs	6 331 020	-2 880	0,0	-11 900	-0,2

Évolution de l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



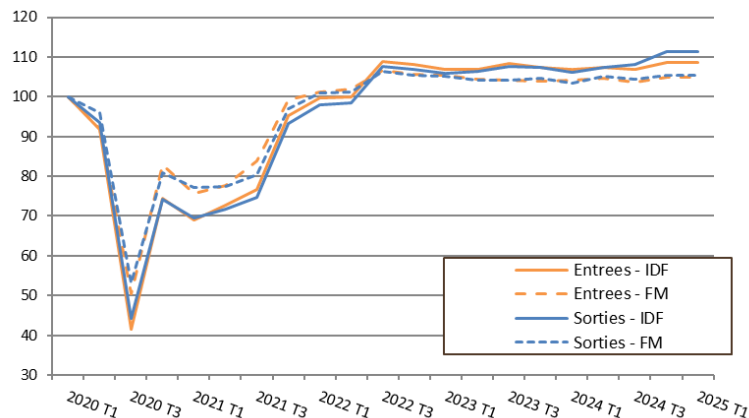
Les mouvements de main d'œuvre au 1^{er} trimestre 2025

Au premier trimestre 2025, en Île-de-France, 2 007 000 contrats sont signés dans le secteur privé (données CVS, hors agriculture et intérim), soit -1,0 % par rapport au trimestre précédent (stable en France métropolitaine). 2 031 030 contrats prennent fin au premier trimestre 2025, soit une stabilité par rapport au trimestre précédent (+1,1 % en France métropolitaine).

L'écart entre les entrées et les sorties est à nouveau négatif ce trimestre, les sorties excédant les entrées. Ces mouvements nets sont susceptibles d'être sensibles à l'intégration de données tardives.

294 330 CDI sont signés, soit 0,4 % de plus qu'au trimestre précédent, tandis que 317 440 CDI prennent fin (+6,1 %).

Mouvements de main d'œuvre (données CVS-CJO, base 100 au T1 2020)



Embauches et fins de contrats de travail par secteur d'activité et type de contrat en Île-de-France (données CVS-CJO)

		Niveau	Évolution trimestrielle			
		(en milliers)	(en %)			
		T1 2025	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025
Entrées	Ensemble	2 007	0,0	2,0	-1,9	-1,0
	Industrie	30	-1,7	-0,7	-4,0	0,8
	Construction	38	-1,0	-0,1	-1,3	-1,3
	Tertiaire	1 938	0,0	2,1	-1,9	-1,0
	CDD	1 713	0,2	2,8	-1,6	-1,2
	CDI	294	-1,5	-2,3	-3,8	0,4
Sorties	Ensemble	2 031	0,1	2,4	-1,7	0,0
	Industrie	30	-1,6	1,3	-0,4	2,1
	Construction	43	0,6	1,2	-0,4	6,0
	Tertiaire	1 958	0,2	2,4	-1,7	-0,1
	CDD	1 714	0,6	2,7	-1,5	-1,0
	CDI	317	-2,4	0,8	-2,7	6,1

L'activité intérimaire au 1^{er} trimestre 2025

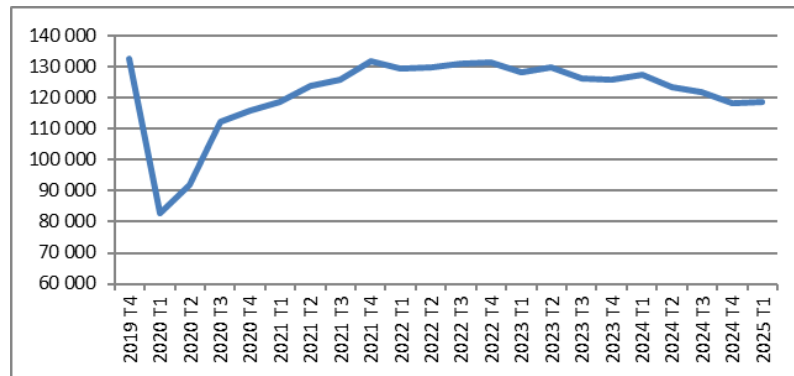
A la fin du premier trimestre 2025, en Île-de-France, le nombre d'intérimaires est de 118 750 et augmente de 0,4 % (soit +460 intérimaires). En France métropolitaine, le nombre d'intérimaires diminue (-0,5 %).

Le nombre d'intérimaires dans l'industrie renoue avec la hausse après trois trimestres consécutifs de baisse (+0,6 %, soit +100 intérimaires). Le sous-secteur des la *Industries agro-alimentaires* (+200) porte une grande partie de cette hausse.

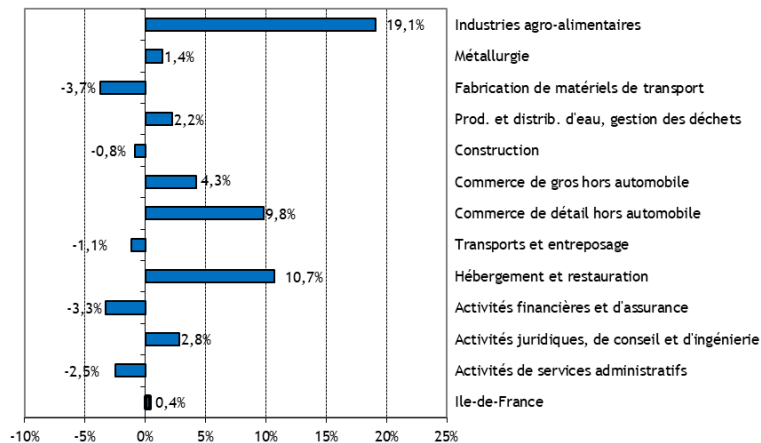
Dans le secteur de la construction, le nombre d'intérimaires repart à la baisse (-0,8 % après +1,4 %, soit -190 intérimaires). En France métropolitaine, cette baisse est encore plus importante (-3,4% après +2,2 %).

Le nombre d'intérimaires dans le tertiaire augmente nettement (+0,7 % après -4,6 %, soit +550 intérimaires). Cette hausse est due aux sous-secteurs du commerce de gros et de détail hors automobile (+740 intérimaires) et de l'hébergement et restauration (+560 intérimaires). En France métropolitaine, le secteur est quasi stable.

Nombre d'intérimaires en fin de trimestre
(données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaires par rapport au trimestre précédent
par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Accompagnement des mutations économiques

Les demandes d'activité partielle au 2^e trimestre 2025

Au cours du 2^e trimestre 2025, les services des Drieets/Ddets ont notifié 176 demandes d'autorisations d'activité partielle (DAP) initiales**, émanant de 174 établissements franciliens. Ce niveau est en baisse par rapport au trimestre précédent et se rapproche de celui observé avant la crise sanitaire.

Les motifs de ces demandes sont, pour 84 % d'entre elles, liés à des sinistres ou intempéries de caractère exceptionnel, à la conjoncture économique, ou encore à la transformation, restructuration ou modernisation des installations et des bâtiments. Paris concentre 29 % des demandes d'autorisations d'activité partielle de la région, tandis que 39 % proviennent des départements de la petite couronne et 32 % de la grande couronne.

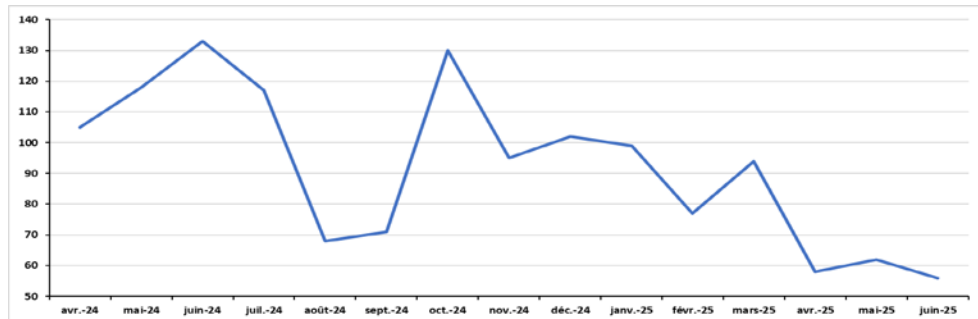
Trois secteurs concentrent à eux seuls plus de la moitié des demandes d'autorisation régionales au 2^e trimestre 2025 : l'hébergement et la restauration (32 %), l'industrie manufacturière (16 %), ainsi que le commerce, la réparation d'automobiles et de motocycles (13 %).

* La source des données relatives à l'activité partielle a été modifiée par rapport aux publications précédentes. Les données proviennent désormais de la DGEFP, et ne sont donc pas comparables aux publications antérieures, dont les données provenaient de la DARES et la source : SIAPART/DSN.

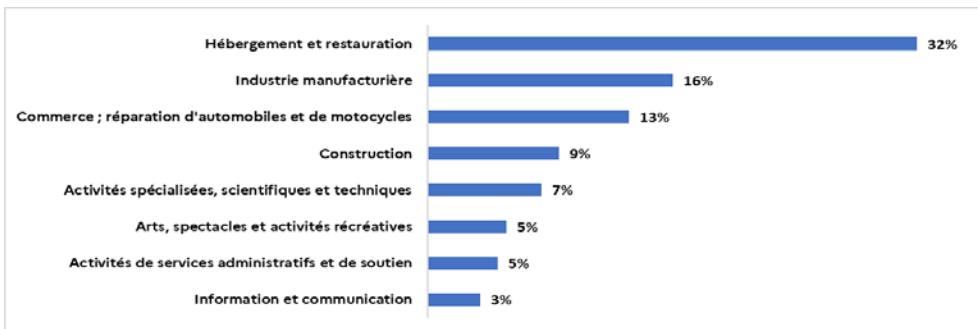
**Seules sont prises en compte les demandes d'activité partielle initiales ayant obtenu un statut "validé", ainsi que leurs derniers avenants validés. Les autres statuts (refusées, provisoire, retirée, en cours d'instruction, etc.) et les avenants non validés sont exclus du champ analysé.

Nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle au T2 2025	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations	176	51	21	16	3	21	32	16	16
Avril	58	13	10	6	1	8	15	4	1
Mai	62	20	6	7	2	7	8	3	9
Juin	56	18	5	3	0	6	9	9	6

Évolution mensuelle du nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle sur une année



Secteurs d'activité qui concentrent le plus de demandes d'autorisations au 2^e trimestre 2025



Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 1^{er} trimestre 2025

Au *deuxième trimestre 2025*, 67 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 19 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 3 945 emplois menacés* par des PSE et 749 par des RCC ont été comptabilisés dans des établissements localisés en Île-de-France.

Près de 50 000 emplois ont été menacés en 2020, et plus de 30 000 en 2021. Après une accalmie en 2022 avec moins de 13 000 emplois menacés, l'année 2023 a marqué un rebond des restructurations avec près de 22 000 emplois menacés, tout en restant très éloignée des niveaux observés pendant la crise sanitaire. En 2024, le nombre d'emplois menacés diminue très légèrement avec 21 400 emplois menacés.

Au *deuxième trimestre 2025*, le secteur du commerce ; réparation d'automobiles et de motos cumule le plus d'emplois menacés (1 349), en proportion de l'emploi local qu'il représente, cela représente 0,18 % des salariés du secteur. Avec 224 emplois menacés dans l'emploi local du secteur la plus importante (0,51 %). Si l'on ajoute les 670 emplois menacés dans le secteur des activités financières et d'assurance et les 495 emplois menacés dans le secteur des activités juridiques, de conseil et, ces quatre secteurs représentent près de 60 % des emplois menacés par des PSE et des RCC.

Au *deuxième trimestre 2025*, le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé à Paris (1 604) et dans les Hauts-de-Seine (984).

* Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat enregistrées dans le système d'information SI RUPCO. Les données étant prévisionnelles et évolutives, elles surestiment les suppressions de postes qui seront finalement actées en fin de procédure.

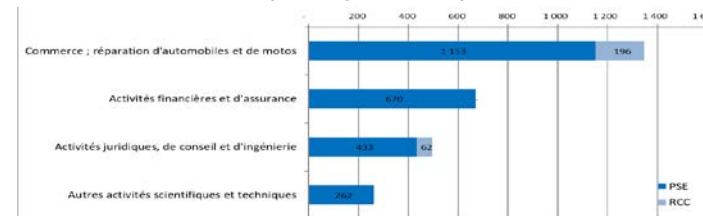
Procédures de PSE et de RCC enregistrées par les services de la DRIEETS d'Île-de-France

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
PSE au T2 2025	67	27	2	6	3	14	10	5	0
PSE en 2025	136	49	10	6	9	35	14	10	3
RCC au T2 2025	19	6	0	1	0	7	2	3	0
RCC en 2025	47	19	2	5	1	11	3	4	2

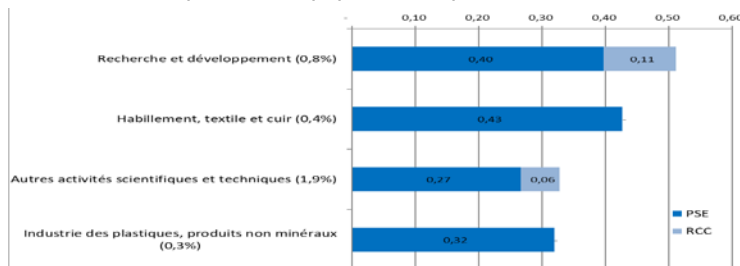
Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
Emplois menacés par des PSE au T2 2025	3945	1604	217	225	165	984	421	241	88
Emplois menacés par des PSE en 2025	7480	2319	827	381	696	2094	495	342	326
Emplois menacés par des RCC au T2 2025	749	81	0	83	0	344	61	180	0
Emplois menacés par des RCC en 2025	1712	483	5	311	3	564	61	259	26

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC au T2 2025



Secteurs d'activité les plus affectés en proportion de l'emploi local au T2 2025



Dossier Trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation (SESE) - idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Directeur de la publication :

Fabrice MASI, Directeur régional et interdépartemental de la DRIETS d'Île-de-France.

Directeur de la rédaction :

David HOYRUP, Responsable du Service Études, Statistiques et Évaluation (SESE)

Étude et réalisation :

Carla TAFIAL, Chargé d'études et de statistiques (SESE)

Contributeurs : Raphaël DJEDJERO - Jérôme LEFRANC - Carla TAFIAL

Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers Tel. 01 70 96 13 00



**PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**